



Montreuil, le 25/01/2019

Les agents des plateformes téléphoniques et des directions locales ont raison de s'engager sans attendre dans la grève !

Depuis la mi-janvier des actions sont menées dans les départements autour des Comités Techniques Locaux (CTL). Le ton s'est durci avec des appels fermes à la grève le 24, le 28 janvier, le 05 février et des volontés de blocages de sites... Des AG sont convoquées pour poser clairement la question de la reconduction de la grève. Les plateformes téléphoniques (CPS, CIS et des CDC) et plus d'une dizaine de départements sont d'ores et déjà inscrits dans l'action, dont la grève, et la colère monte !

☛ ON VEUT DES EMPLOIS !

2130 suppressions d'emplois frappent en 2019 les services de la DGFIP, après 40 000 emplois supprimés en 20 ans.

Comme cela ne suffit toujours pas aux fossoyeurs du service public, lors du Comité Technique de Réseau du 22 janvier, le directeur général a expliqué que les destructions d'emplois allaient s'accroître à la DGFIP dans le cadre du contrat pluriannuel entre notre administration et la direction du budget (déclinaison de CAP2022).

Pour la CGT, les suppressions d'emplois doivent cesser immédiatement et un vaste plan de recrutement doit être déployé pour mettre en œuvre l'ensemble de nos missions. Il est largement finançable, dans le cadre d'une fiscalité véritablement redistributive.

☛ ON VEUT DE LA RÉMUNÉRATION !

C'est dans ces conditions déplorables que le gouvernement a décidé la mise en œuvre de la mauvaise réforme du PAS, mettant des milliers d'agents dans des conditions de travail intenable ! Et ce n'est pas l'aumône d'une prime de 200 euros pour 40 000 agents sur 100 000 qui divisera les collègues et les fera taire !

Tous les agents ont eu à subir le manque en emplois et les restructurations permanentes.

Pour la CGT, c'est 1 000 euros tout de suite et pour tous, une revalorisation indemnitaire et une revalorisation de la valeur du point d'indice, une augmentation des volumes de promotion.

☛ ON NE VEUT PLUS DE RESTRUCTURATIONS !

Après l'ASR, puis la géographie revisitée... voilà aujourd'hui la déconcentration de proximité. Mais il s'agit bien de la même chose : l'explosion des structures et du réseau de la DGFIP.

C'est l'incertitude complète comme horizon pour les agents, tant en termes de futures résidences qu'en termes de nature du travail, de service rendu à l'usager.

☛ ON VEUT DE BONNES RÈGLES DE GESTION !

Depuis 2015, le directeur général s'est attaqué à notre système de mutation en défaisant peu à peu les droits et garanties des agents, en modifiant les règles, pour pouvoir mener toutes les restructurations. **Pour la CGT, à l'inverse de l'affectation nationale au département, nous revendiquons des affectations les plus fines possibles.**

Nous avons décidé de relever la tête ! Rejoignons-nous dans la lutte !

C'est pourquoi, dans le cadre de l'appel intersyndical
Solidaires, CGT, FO DGFIP du 24/01/2019,

**LA CGT FINANCES PUBLIQUES,
appelle tous les agents à se réunir sous toutes les formes possibles
pour décider des grèves et des actions à mener localement,
pour la construction d'une grève unitaire nationale à la DGFIP !**



SYNDICAT NATIONAL CGT FINANCES PUBLIQUES : Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex

www.financespubliques.cgt.fr ✉ : cgtfinancespubliques.bn@dgfip.finances.gouv.fr ✉ dgfip@cgt.fr t : 01.55.82.80.80 - ☎ : 01.48.70.71.63

Suivez-nous sur facebook ou twitter : f : @cgt.finpub (Syndicat National cgt finances publiques) t : @cgt_finpub (CGTFinancesPubliques)